

## **Journées d'études : Ancrages multiples et positions de pouvoir (XIX-XXème siècle, France et étranger).**

Axe : La multiplicité du territoire comme ressource du politique (*politics, policieis, polity*).

### **S'engager dans les dispositifs participatifs brésiliens : la construction d'un leadership territorialisé**

Marie-Hélène Sa Vilas Boas

Doctorante en science politique à l'IEP d'Aix-en-Provence

Plusieurs études réalisées sur les dispositifs participatifs brésiliens, à l'image du budget participatif de Porto Alegre, ont souligné que les participants les plus engagés étaient, bien souvent, des militants ou des dirigeants d'organisations associatives situées dans les quartiers populaires<sup>1</sup>. Ce constat a permis de rappeler le lien existant entre les pratiques de participation et les propriétés sociales des individus. Mais le multi-positionnement des participants a moins été analysé pour lui-même, c'est-à-dire comme un objet d'étude qui informe sur les usages que les acteurs font des dispositifs participatifs. Dans cette communication, il s'agira ainsi de comprendre pourquoi les militants associatifs représentent les acteurs les plus durablement engagés dans les arènes de la démocratie participative brésilienne et quelles sont les conséquences de leur ancrage multiple sur leurs pratiques de participation.

Nous analyserons à cette fin le dispositif qui a été l'objet de notre recherche de doctorat : les conférences municipales des femmes à Recife et à Londrina<sup>2</sup>. Ayant pour mission de soumettre les politiques municipales d'égalité entre hommes et femmes à la discussion collective, ces conférences sont principalement investies par des dirigeantes d'associations féminines des quartiers populaires. L'hypothèse que nous développerons dans cette communication est que l'engagement participatif de ces militantes s'inscrit dans les luttes pour la représentation au sein de « l'espace » des quartiers populaires brésiliens.

Dans un premier temps, nous verrons que la participation durable aux conférences et plus précisément, dans son instance finale, le Conseil de la femme, dépend de logiques individuelles - les participantes réinvestissant des dispositions acquises durant une trajectoire d'engagement au service des plus démunies - mais également collectives - l'engagement dans les conférences

---

<sup>1</sup> Gret Marion, Sintomer Yves, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte, 2001 ; Rebecca Abers, *Inventing Local Democracy: Grassroots Politics in Brazil*, Boulder, Lynne Rienner, 2000.

<sup>2</sup> La soutenance aura lieu en novembre 2012.

s'inscrivant dans une contestation des dirigeants consolidés dans les quartiers. L'investissement dans les conférences ne peut ainsi être distingué des dynamiques de concurrence entre les porte-parole légitimes et émergents sur un territoire.

Dans un second temps, nous montrerons que les pratiques de participation des dirigeantes associatives sont déterminées par les règles du dispositif participatif mais également par les attentes des réseaux de sociabilité territorialisés au sein desquels elles sont insérées. L'engagement participatif vise plus précisément à assurer aux habitants d'un territoire un accès, individuel ou collectif, au « guichet » des services publics<sup>3</sup>. Les participantes ont, au sein du Conseil de la femme, un rôle de médiation entre les administrations du service public et la population d'un quartier, à partir duquel elles construisent une position de « leadership » dans un quartier. La notion de leadership désigne ici la manière dont certains acteurs construisent une position dominante sur un territoire en se légitimant par l'action publique<sup>4</sup>. Les ressources tirées de l'engagement participatif sont donc réinvesties, par les participantes, dans leur quartier de résidence afin d'en devenir l'un des principaux porte-parole, un processus dont la réussite dépend toutefois de la trajectoire antérieure des participantes et des politiques qu'elles incarnent.

A partir de ce cas d'étude, il s'agira plus précisément de comprendre comment les ressources tirées d'un multi-positionnement associatif et « participatif » assurent, ou non, l'acquisition du statut de porte-parole légitime dans les quartiers populaires des villes de Recife et Londrina.

---

<sup>3</sup> Dubois Vincent, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.

<sup>4</sup> Genieys William, Smith Andy, Baraize François, Faure Alain, Négrier Emmanuel, « Le pouvoir local en débats. Pour une sociologie du rapport entre leadership et territoire », *Pôle Sud*, n°13, 2000, p. 103-119.